

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

AUSTRALIA AND NEW ZEALAND BANKING GROUP LIMITED

Succursale en France « ANZ PARIS BRANCH »

Société de droit étranger au capital de 47 903 000 000 dollars australiens
Siège social : **833, Collins street Docklands Victoria - 3008 Level 9 Melbourne (Australie)**
Adresse succursale : 6, rue Lamennais - 75008 PARIS
804 065 654 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A la Direction de la succursale de Paris de la société Australia and New Zealand Banking Group Limited,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Direction, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la succursale de Paris de la société Australia and New Zealand Banking Group Limited relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à la Direction.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 22 mai 2025
KPMG AUDIT FS I S.A.S.

Paris, le 22 mai 2025
TALENZ ALTEIS AUDIT Ile de France

Signé par Christophe Chareton
Le 22/05/2025

Guillaume MABILLE
Associé

Christophe CHARETON
Associé

Comptes individuels annuels au 31 décembre 2024

Bilan et hors bilan

En milliers d'euros

ACTIF	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	688 796	663 259
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	33 714	4 791
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	716 217	972 136
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME		
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION SIMPLE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	4
AUTRES ACTIFS	463	335
COMPTES DE REGULARISATION	38	59
TOTAL DE L'ACTIF	1 439 229	1 640 583
HORS BILAN	1 598 992	1 299 310
Engagements donnés		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	965 126	699 967
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	633 866	599 343
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

En milliers d'euros

PASSIF	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
BANQUES CENTRALES		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 374 497	1 587 272
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	1 045	1 340
COMPTES DE REGULARISATION	3 747	2 188
PROVISIONS	6 699	7 260
DETTES SUBORDONNEES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	53 241	42 523
Capital souscrit	18 000	18 000
Primes d'émission		
Réserves		
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	24 523	13 540
Résultat de l'exercice (+/-)	10 719	10 983
TOTAL DU PASSIF	1 439 229	1 640 583
HORS BILAN		
Engagements reçus		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

Compte de résultat

En milliers d'euros

	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	Note 4.1.1	72 257	76 061
Intérêts et charges assimilées	Note 4.1.2	-60 197	-63 012
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple			
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple			
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	Note 4.2.1	4 401	3 545
Commissions (charges)	Note 4.2.2	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	Note 4.1.3	0	18
Autres charges d'exploitation bancaire	Note 4.1.4	-19	0
PRODUIT NET BANCAIRE		16 442	16 613
Charges générales d'exploitation	Note 4.3	-2 256	-2 053
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	Note 4.4	-4	-6
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		14 181	14 554
Coût du risque	Note 4.6	562	-82
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 743	14 472
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		14 743	14 472
Résultat exceptionnel	Note 4.5	-4 024	-3 489
Impôt sur les bénéfices			
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		10 719	10 983

NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

Note 1. Cadre général

La Banque ANZ

Australia & New Zealand Banking Group Limited (ANZ) est une banque australienne fondée en 1835.

La succursale française d'ANZ (« ANZ Paris Branch ») a obtenu l'agrément bancaire de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) en tant qu'établissement de crédit en mars 2015, et débuté son activité en juin 2015.

Les activités d'ANZ en France consistent principalement dans le développement et l'accompagnement des entreprises multinationales françaises en Australie, Nouvelle Zélande et en Asie.

Evènements significatifs

L'activité d'ANZ en France connaît une croissance continue depuis la mise en place de sa succursale en 2015, avec la constitution d'une clientèle qui se compose essentiellement de multinationales françaises et d'ETI détenues par de Grands Groupes étrangers, clients de la banque à l'international essentiellement ayant un profil de risque « Investment Grade ».

L'activité se développe et propose dans son panel d'offres : facilités de crédit, engagements de garanties et financements de créances.

Après plusieurs années de croissance continue, 2024 a été une année de consolidation et de relative stabilité du Produit net bancaire. La succursale a généré un PNB de 16.4 m€ vs 16.6 m€ pour 2023. Cette stabilité de revenus ne reflète pas nécessairement la réalité commerciale car il y a eu une certaine rotation des actifs au bilan durant cette année 2024. Les revenus ont été générés essentiellement par les commissions de mise en place de nouveaux prêts et par les intérêts générés par les lignes de crédit existantes.

Afin de maintenir l'évolution de sa croissance, ANZ poursuit son développement commercial via l'acquisition sélective de nouveaux clients, mais aussi par la fidélisation des clients existants.

Enfin, 2024 a été une année de stabilité d'un point de vue du management et des Ressources Humaines, le management ayant été nommé au début de l'année 2023.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2024 n'a été identifié.

Cependant, le contexte géopolitique (l'élection de Trump aux Etats-Unis, la mise en place de droits de douane, l'instabilité au Moyen-Orient, les tensions dans le détroit de Taiwan, l'instabilité politique en France etc) a eu, et continue d'avoir un impact sur l'économie mondiale et sur l'activité de nombreux groupes internationaux. La banque monitore régulièrement (via des stress tests par exemple) l'impact que ces événements pourraient avoir sur la rentabilité de certains de nos clients et adapte sa stratégie en conséquence.

Note 2. Principes et méthodes comptables

Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la succursale ont été établis dans le respect des règlements de l'Autorité des normes comptables (ANC) et notamment du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, modifié par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions dudit règlement n° 2014-07 et n° 2020-10.

La succursale ANZ PARIS BRANCH a été immatriculée en août 2014 et agréée en mars 2015.

L'exercice clos le 31 décembre 2024 est le dixième exercice en tant qu'établissement de crédit. Sa durée est de 12 mois.

Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'est intervenu dans les comptes de cet exercice.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1.1 Opérations en devises

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat.

La plupart des opérations enregistrées au cours de cet exercice ont été réalisées en euro. A cela s'ajoutent plusieurs opérations contractées en USD, GBP, AUD et CAD.

2.1.2 Opérations avec les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires.

Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentées des intérêts courus non échus et nets des éventuelles dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

2.1.3 Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

Les créances sur la clientèle sont classées en créances douteuses lorsqu'elles présentent un risque de crédit avéré au sens de l'article 2211-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Un risque de crédit est avéré lorsque le recouvrement de ces créances est devenu incertain, ou que celles-ci présentent des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois concernant les crédits immobiliers). Le classement s'effectue en application du principe de contagion.

Les créances douteuses font l'objet individuellement de dépréciations, par dotation au compte de résultat, destinées à traduire l'amoindrissement de la valeur des créances concernées.

La dépréciation de la créance est appréciée compte tenu des circonstances et du principe de prudence, pour le montant constatant la meilleure appréciation du risque de non-recouvrement.

Lorsque les créances douteuses figurent dans cette catégorie comptable depuis plus d'un an, ou qu'une échéance du terme a été prononcée, il est procédé à un transfert de celles-ci en encours douteux compromis. Les intérêts ne sont dès lors plus comptabilisés.

Les encours douteux compromis sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte lorsque le caractère irrécouvrable de ceux-ci est confirmé.

2.1.4 Portefeuille titres

Au 31 décembre 2024, ANZ PARIS BRANCH ne détient aucun titre des natures suivantes : obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable, participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées.

Ces postes sont donc à néant au 31 décembre 2024.

2.1.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement CRC n° 2014-07 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement CRC n° 2014-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Aucune immobilisation incorporelle n'est détenue par ANZ PARIS BRANCH au 31 décembre 2024.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération.

Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Durées d'amortissement retenues dans les comptes de la succursale :

Actifs immobilisés	Durée d'amortissement
Meubles	10 ans
Matériel informatique	8 ans
Matériel de bureau	3 ans

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

2.1.6 Autres actifs et autres passifs

Les autres actifs et autres passifs sont principalement composés par les comptes « débiteurs et créditeurs divers ».

2.1.7 Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation sont principalement composés par les comptes de « produits constatés d’avance ».

2.1.8 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l’article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l’article L. 311-2 du Code monétaire et financier, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l’échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l’article L. 311-1 du Code monétaire et financier, et des opérations connexes définies à l’article L. 311-2 du Code monétaire et financier que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Des provisions ont été comptabilisées au 31 décembre 2024.

2.1.9 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

2.1.10 Impôt sur les bénéfices

La charge d’impôt de l’exercice correspond principalement à l’impôt sur les sociétés dû au titre de l’exercice. Compte tenu du résultat fiscal bénéficiaire, le montant relatif à la charge d’impôt comptabilisée au titre de l’exercice clos au 31 décembre 2024 est de 4 024 K€.

Note 3. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d’amortissements et de dépréciations.

3.1 Caisses, Banques centrales et CCP

<i>En milliers d’euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Banques centrales	688 796	663 259
TOTAL	688 796	663 259

Ce montant correspond à la trésorerie détenue auprès de la Banque de France. Ce montant intègre le compte de réserves obligatoire et un compte de dépôt pour des besoins d’exigences de liquidité.

3.2 Opérations interbancaires

3.2.1 Opérations interbancaires

<i>En milliers d’euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
ACTIF		
Comptes ordinaires	33 657	4 317
Créances à vue	33 657	4 317
Comptes et prêts à terme	0	255
Créances rattachées à terme	57	219
Créances à terme	57	473
Valeurs non imputées	0	0
TOTAL	33 714	4 791

Les créances à vue se composent de comptes nostro détenus auprès de diverses banques et ont augmenté de 29 millions d’euros par rapport à l’exercice 2023.

En milliers d'euros

PASSIF	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes ordinaires	-	0
Dépôts à vue	-	0
Comptes et emprunts à terme	1 371 560	1 582 213
Dettes rattachées à terme	2 937	5 059
Dettes à terme	1 374 497	1 587 272
TOTAL	1 374 497	1 587 272

Au 31 décembre 2024, les dettes envers les établissements de crédit sont en baisse de 213 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023. Cette baisse est en lien avec la baisse des opérations avec la clientèle et donc du financement de cette dernière par ANZ Londres :

- Baisse du financement de 211 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023
- Baisse des dettes rattachées à ce financement de 2,1 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023

3.2.2 Opérations avec les entreprises liées

<i>En milliers d'euros</i>	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances	0		0	255
dont subordonnées				
Dettes	1 374 497		1 374 497	1 587 272
dont subordonnées				
Provisions				
Engagements donnés				
<i>Engagements de financement</i>				
<i>Engagements de garantie</i>				
<i>Autres engagements donnés</i>				

La dette vis-à-vis d'ANZ Londres correspond au financement :

- du dépôt auprès de la Banque de France afin de respecter les exigences de liquidité de la succursale française ;
- des prêts à la clientèle accordés par la succursale au cours de l'exercice 2024.

3.3 Opérations avec la clientèle*En milliers d'euros*

ACTIF	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Crédits à la clientèle	716 217	972 136
Créances commerciales	63 481	29 306
Crédits de trésorerie et de consommation	649 998	937 753
Créances rattachées	2 738	5 076
TOTAL	716 217	972 136

Les opérations avec la clientèle présentent une baisse, passant de 972 millions d'euros en 2023, à 716 millions d'euros en 2024, soit une baisse de près de 256 millions d'euros.

En effet, ANZ Paris Branch a en stock au 31/12/2024 moins de crédits de trésorerie que l'année précédente pour -288 K €, compensée par la hausse du stock de créances commerciales pour 34 K €.

3.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.4.1 Immobilisations incorporelles

ANZ Paris ne détient aucune immobilisation incorporelle au 31 décembre 2024.

3.4.2 Immobilisations corporelles

	Valeur brute Au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Valeur brute Au 31/12/2024
<i>En milliers d'euros</i>				
Valeurs brutes	569	0	0	569
<i>Immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>569</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>569</i>
Matériel informatique	505			505
Matériel de bureau	19			19
Autres fournitures	45			45
Amortissements et dépréciations	-565	-4	0	-569
<i>Immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>-565</i>	<i>-4</i>	<i>0</i>	<i>-569</i>
Matériel informatique	-505	0		-505
Matériel de bureau	-19	0		-19
Autres fournitures	-41	-4		-45
TOTAL VALEURS NETTES	4	-4	0	0

Aucune immobilisation corporelle n'a été acquise ou cédée durant l'exercice 2024. Le matériel de bureau, le matériel informatique ainsi que les autres fournitures sont totalement amortis.

3.5 Autres actifs et autres passifs

		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<i>En milliers d'euros</i>		Actif	Actif
Autres débiteurs divers	Note 3.5.1	463	335
TOTAL		463	335

Figurent en autres actifs, 463 K€ au poste « Autres débiteurs divers » au 31 décembre 2024 soit une hausse de +129 K€ en comparaison avec 2023 dû à l'augmentation de plusieurs débiteurs.

		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<i>En milliers d'euros</i>		Passif	Passif
Autres créditeurs divers	Note 3.5.2	1 045	1340
TOTAL		1 045	1340

Le poste « Autres créditeurs divers » passe de 1 340 K€ au 31/12/2023 à 1 045 K€ au 31/12/2024 et correspond à la baisse de -295 K€ essentiellement expliquée par la baisse du compte d'impôts sur les sociétés de -280 K€.

3.6 Comptes de régularisation

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<i>En milliers d'euros</i>	Actif	Actif
Engagements sur devises	16	23
Gains et pertes différés sur contrats de couverture d'instruments financiers	0	0
Charges et produits constatés d'avance	22	36
Produits à recevoir/Charges à payer	0	0
Valeurs à l'encaissement	0	0
Autres	0	0
TOTAL	38	59

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<i>En milliers d'euros</i>	Passif	Passif
Engagements sur devises	0	0
Produits constatés d'avance	3 747	2 188
TOTAL	3 747	2 188

L'écart de change actif est en baisse et passe de 23 K€ au 31 décembre 2023 à 16 K€ au 31 décembre 2024 soit une baisse de -7 K€.

On note également la baisse des produits constatées d'avance de 71 % entre les deux exercices.

3.7 Capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capitaux propres 2023	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat 2024	Capitaux propres 2024 hors FRBG
Capital	18 000				18 000
Report à nouveau	13 540	10 983			24 523
Résultat de l'exercice	10 983	-10 983		10 719	10 719
Total	42 523	0		10 719	53 241

Le capital social d'ANZ Paris Branch s'élève à 18 millions d'euros.

Le résultat de l'exercice 2024 est bénéficiaire de 10 719 K€.

3.8 Provisions

Le montant des provisions s'élève au 31 décembre 2024 à 6 699 K€, soit une baisse de -562 K€, soit près de 8 % de plus par rapport au 31 décembre 2023.

Cette variation est due principalement à une baisse de la provision pour créances douteuses de 1 744 K€ combinée à une augmentation de 1 183 K€ de la provision pour risques d'exécution des engagements par nature.

Cette dernière concerne les provisions collectives pour risque de crédit comptabilisées au titre des garanties / engagements de financement accordés.

<i>En milliers d'euros</i>	Début d'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin exercice
Provision pour créances douteuses	4 257	557		-2 301	2 513
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	3 003	1 183			4 186
Total	7 260	1 740	0	-2 301	6 699

3.9 Durée résiduelle des emplois et ressources

<i>En milliers d'euros</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	Au 31/12/2024
Total des emplois	65 738	220 857	280 629	149 050	33 657	749 931
Effets publics et valeurs assimilées						
Créances sur les établissements de crédit	57				33 657	33 714
Opérations avec la clientèle	65 681	220 857	280 629	149 050		716 217
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Opérations de crédit-bail et de locations assimilées						
Total des ressources	779 736	220 857	373 904	0		1 374 497
Dettes envers les établissements de crédit	779 736	220 857	373 904	0		1 374 497
Opérations avec la clientèle						
Dettes représentées par un titre						
Dettes subordonnées						

Figurent en emplois 749 millions d'euros d'opérations avec la clientèle et se ventilent comme suit :

- 33,7 millions d'euros relatifs au financement de créances
- 716 millions d'euros de prêts aux entreprises

Les créances sur établissements de crédit sont composées de comptes nostro à court terme.

Les dettes envers les établissements de crédit correspondent au financement accordé par ANZ Londres.

3.10 Ventilation du bilan par devises

Au cours de l'exercice 2024, la plupart des opérations réalisées sont libellées en euros. Toutefois, quelques opérations ont été contractées en USD, en GBP, en AUD et en CAD.

Note 4. Informations sur le compte de résultat

4.1.1 & 4.1.2 Intérêts, produits et charges assimilés

En milliers d'euros		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
		Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations avec les établissements de crédit	Note 4.1.2	-60 197	72 257	12 060	-63 012	76 061	13 049
Charges et produits diverses d'exploitation bancaire	Note 4.1.1 Note 4.1.4 Note 4.1.3	-19	0	-19	0	18	18
Total		-60 217	72 257	12 040	-63 012	76 079	13 068

En 2024, on observe une baisse des opérations avec les établissements de crédit de près de -990 K€. En effet, le compte de résultat d'ANZ Paris Branch présente 12 060 K€ d'intérêts nets pour l'année 2024 provenant de crédits de trésorerie et des comptes à terme.

On note que les charges et produits diverses d'exploitation bancaire passent d'un produit de 18 K€ en 2023 à une charge de 19 K€ au 31 décembre 2024. Cela s'explique essentiellement par l'impact des écarts sur les opérations de change.

4.1.3 Autres produits et charge d'exploitation bancaire

En milliers d'euros		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
		Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Exploitation bancaire		(19)	0	(19)	0	18	18
Total		(19)	0	(19)	0	18	18

Au cours de l'exercice 2024, le solde des autres produits et charge d'exploitation bancaire est une charge de 19 K€.

4.2 Commissions

En milliers d'euros		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
		Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Commissions			4 401	4 401		3 545	3 545
Total			4 401	4 401		3 545	3 545

Le montant des commissions s'élève en 2024 à près de 4 401 K€, soit 856 K€ de plus que l'exercice 2023 et se compose essentiellement de commissions perçues sur les engagements de financement et les engagements de garantie et engagements de financement accordés.

4.3 Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Frais de personnel			
Salaires et traitements		-1 019	-851
Autres charges sociales		-391	-332
Charges de retraite		-151	-124
Total des frais de personnel		-1 561	-1 307
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes		-164	-213
Autres charges générales d'exploitation		-532	-533
Total des autres charges d'exploitation		-696	-746
Total		-2 256	-2 053

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

- 69 % de frais de personnel,
- 31 % d'autres charges d'exploitation.

On constate sur l'exercice 2024, une hausse des frais de personnel de 253 K€ essentiellement due aux salaires et traitement qui augmentent de 168 K€ ainsi que la hausse des charges sociales de 59 K€ par rapport à l'exercice 2023.

Les autres charges générales d'exploitation se composent de prestations de services (juridique, réglementaire...) pour près de 175 K€, des coûts de location des bureaux d'ANZ Paris Branch pour 190 K€ et de 21 K€ de frais de transports puis de 20 K€ lié aux charges de télécommunication.

4.4 Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-4	-6
Total	-4	-6

4.5 Impôt sur les bénéfices

Compte tenu du résultat fiscal bénéficiaire, le montant relatif à la charge d'impôt comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024 est de 4 024 K€.

4.6 Coût du risque

Le coût du risque se traduit par un produit de + 562 K€ en 2024, en hausse par rapport à 2023 qui était une charge de – 82 K€. Il correspond essentiellement au net des dotations et reprises sur les provisions pour risques et charges.

Note 5. Informations sur le Hors Bilan

Dans le hors bilan de la succursale française d'ANZ figurent au 31/12/2024 :

- des engagements de refinancement accordés pour un montant total de 965 126 K€,
- des engagements de garantie donnés pour un montant de 633 866 K€.

Note 6. Autres informations

6.1 Engagements de retraite en faveur des salariés

La succursale ANZ PARIS BRANCH suit la législation française en vigueur, en matière d'engagements de retraite.

Les salariés de la succursale bénéficient d'une assurance vie qui s'élève à 3 ans de salaire à partir du premier jour de travail effectif au sein de la succursale.

6.2 Consolidation

Les comptes individuels d'ANZ PARIS BRANCH font partie intégrante des comptes d'ANZ et sont donc consolidés au niveau du groupe ANZ.

Ci-dessous l'identité de la société mère consolidant les comptes :

- Australia and New Zealand Banking Group Ltd, ABN 11 005 357 522, 833 Collins Street, Docklands, Vic 3008 Level 9 Melbourne, Australia.

6.3 Effectif moyen

La banque ANZ a eu au cours de l'exercice 2024 un effectif moyen de 4 salariés comme durant l'année 2023.

6.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice s'élève à 22 409 € HT pour KPMG et 11 204 € HT FIDORG.

6.5 Implantations dans les pays non coopératifs

Au 31 décembre 2024, la banque ANZ n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion sera tenu à la disposition du public 6, rue Lamennais – 75008 PARIS.